

L'Union africaine tourne la page Kagame et ouvre un chapitre égyptien

@rib News, 10/02/2019 – Source AFPLe président rwandais Paul Kagame, qui a multiplié les initiatives durant son année à la tête de l'Union africaine (UA), a passé le témoin dimanche à l'Égypte, poids lourd régional en quête d'influence sur le continent, lors d'un sommet de l'organisation à Addis Abeba. [Photo : Abdel Fattah al-Sissi (à d) succède Paul Kagame (à d) à la présidence tournante de l'UA.]

Le chef de l'Etat égyptien Abdel Fattah al-Sissi a officiellement pris la présidence tournante de l'UA lors de la cérémonie d'ouverture du sommet, prévu pour durer deux jours, en insistant sur les "liens entre la mer Méditerranée et le lac Victoria". L'Égypte souhaite profiter de son année à la tête de l'UA pour "renforcer sa position sur le continent africain et ne pas être considérée comme un pays tourné uniquement vers le monde arabe", souligne Liesl Louw-Vaudran (Institut pour les études sur la sécurité). Après une présidence extrêmement active de M. Kagame placée sous le sceau des réformes, son successeur devrait axer son action sur la sécurité, le maintien de la paix, et la reconstruction post-conflit, des questions étroitement liées au thème de l'UA choisi pour 2019: année des "réfugiés, rapatriés et personnes déplacées". "La voie est encore longue" en vue d'atteindre l'objectif de l'UA de "faire taire les armes" d'ici à 2020 sur un continent traversé de nombreux conflits, a souligné M. Sissi, qui a annoncé l'organisation d'un "forum pour la paix et le développement" à Assouan (Égypte) courant 2019. Le président égyptien a également insisté sur l'importance de la lutte contre le terrorisme, et à trouver des solutions à ses "racines". Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est réjoui d'un "vent d'espoir" qui souffle sur l'Afrique, après une série d'élections pacifiques (RDC, Madagascar, Mali), d'accords de paix (Soudan du Sud, Centrafrique) et de réconciliations (Ethiopie-Erythrée). - Solidarité - M. Guterres a salué la "solidarité" de l'Afrique, qui accueille près d'un tiers des réfugiés et déplacés du monde. "Malgré ses propres défis sociaux, économiques et sécuritaires, les gouvernements et peuples africains ont maintenu leurs frontières, leurs portes et leurs cœurs ouvertes". Un exemple "qui n'a pas été suivi partout". Quelques heures plus tôt, une statue de l'empereur Haïlé Sélassié, un des pères de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), avait été inaugurée. Malgré la quête d'influence de l'Égypte, les observateurs n'attendent toutefois pas de ce pays un mandat aussi actif que celui de M. Kagame, les grandes puissances étant généralement réticentes à une UA trop forte ou trop intrusive. Surtout, note un diplomate africain, que l'Égypte n'a jamais oublié sa suspension de l'UA en 2013, décidée après la destitution par l'armée de l'islamiste Mohamed Morsi, premier président démocratiquement élu en 2012. M. Sissi s'est engagé à poursuivre certains efforts déployés par son prédécesseur, à commencer par l'entrée en vigueur de la Zlec, un des projets clés de l'UA pour renforcer l'intégration du continent. - Réticences - Mais en matière de réformes institutionnelles, processus porté depuis 2016 par Paul Kagame, le départ de ce dernier, se fera particulièrement sentir. Si l'Égypte a assuré publiquement être engagée dans le processus de réformes, l'instauration d'une taxe de 0,2% sur les importations permettant d'assurer l'indépendance financière de l'UA - dont plus de 54% du budget 2019 proviendra de donateurs étrangers - pourrait ne pas passer les réticences des Etats... Égypte en tête. Un Fonds pour la paix lancé en novembre, destiné à financer les réponses aux crises sur le continent avant qu'elles ne dégénèrent en conflits ouverts, est désormais doté de 89 millions de dollars fournis par 49 pays, a annoncé le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki. Bien loin de l'objectif final de 400 millions de dollars. M. Kagame a terminé son mandat sur une fausse note à la mi-janvier après avoir demandé au nom de l'UA la suspension de la proclamation des résultats de la présidentielle de décembre en RDC, entachés selon lui de "doutes sérieux": les résultats avaient finalement été validés par la Cour constitutionnelle congolaise et salués par les poids lourds du continent, dont l'Afrique du Sud, le Kenya et l'Égypte. Dimanche, il a "chaleureusement" salué le président congolais Félix Tshisekedi, qui participait à son premier sommet. De son côté, Amnesty International a exprimé ses craintes quant à l'impact de la présidence de M. Sissi sur les mécanismes d'évaluation des droits humains en Afrique, accusant l'Égypte d'avoir mené ces dernières années des attaques politiques haineuses contre la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});